



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 1 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARKEMA FRANCE – atelier acide acrylique

Etablissement de Carling
BP 61005
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_ARKEMA_AA_2024-07-29_RAPVI_MED_MCB_00283
Code AIOT : 0006201065

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2024 dans l'atelier acide acrylique de l'établissement ARKEMA FRANCE implanté Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 30/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 12 juin 2024 de l'atelier "acide acrylique" de l'établissement Arkema à Saint-Avold s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA FRANCE
- Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201065
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Arkema France exploite sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold une unité de fabrication d'acide acrylique au sein de l'UO "Acrylates".

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance en continu en sortie des oxydateurs catalytiques V101 et V2101	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 11.2 (partiel)	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
4	Rideaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 06/12/2016, article 7.4.3.3 (partiel)	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Indépendance des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 45 (partiel)	/	Avec suites	Selon un échéancier

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôles trimestriels en sortie des oxydateurs catalytiques V101 et V2101	Arrêté Préfectoral du 06/12/2016, article 3.2.2	/	Sans objet
3	Rendement des oxydateurs catalytiques V101 et V2101	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 7.3-VI (partiel)	/	Sans objet
5	RIA et lances monitors	Arrêté Préfectoral du 06/12/2016, article 7.4.3.3 (partiel)	Susceptible de suites	Sans objet
6	Résistance à la pression du réacteur G110A	Arrêté Préfectoral du 06/12/2016, article 1.3.1.3 (partiel)	/	Sans objet
7	Sécurité de température haute côté gaz TSHG17A	Arrêté Préfectoral du 06/12/2016, article 1.3.1.3 (partiel)	/	Sans objet
8	Sécurité de température haute côté sel TSHG110A	Arrêté Préfectoral du 06/12/2016, article 1.3.1.3 (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats réalisés lors de la visite du 12 juin 2024 de l'atelier de fabrication d'acide acrylique :

- la nécessité de transmettre l'état d'avancement des actions relatives à la surveillance en continu des COV en sortie des oxydateurs catalytiques V101 et V2101 (cf. point de contrôle n°1) ;
- la nécessité de mettre à jour la température minimale et la vitesse minimale en sortie des oxydateurs catalytiques V101 et V2101 (cf. point de contrôle n°2) ;
- la nécessité de transmettre les justificatifs que le rideau d'eau R2205 R2287A/B et R2297A/B est réparé et opérationnel (cf. point de contrôle n°4) ;
- l'absence d'indépendance des mesures de maîtrise des risques intervenant sur le scénario

accidentel 19 et l'absence d'indépendance de certaines mesures de maîtrise des risques intervenant sur le scénario accidentel 20 (cf. point de contrôle n°9). Ce point est traité dans la partie confidentielle du rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance en continu en sortie des oxydateurs catalytiques V101 et V2101

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 11.2 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 14/03/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : "[...] II.- La surveillance en permanence des émissions de COV (débits de rejet, concentrations et flux) est réalisée sur l'ensemble des émissaires canalisés. [...] IV.- La surveillance en permanence prévue au II du présent article peut être remplacée par le suivi en permanence d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. [...]"
Constats : En réponse au rapport d'inspection du 14 avril 2023 faisant suite à la visite du 14 mars 2023, l'exploitant a transmis par courrier du 28 avril 2023 : <ul style="list-style-type: none"> la note du service procédé justifiant que la température est un facteur important au bon fonctionnement des oxydateurs catalytiques et donc des émissions de COVnm mais que d'autres paramètres influencent la concentration en COVnm (pureté du propylène, allure, taux de recyclage,...) ; les actions prévues dont l'état d'avancement sera dressé fin 2023 : <ul style="list-style-type: none"> agir sur les réglages en intégrant les différents paramètres ayant une influence sur l'oxydation catalytique ; lancer l'étude de faisabilité AspenTech afin d'optimiser le contrôle des différents paramètres ; étudier l'utilisation d'une mesure en continu des COVnm en sortie des oxydateurs V101 et V2101. <p>Lors de la visite du 12 juin 2024, l'exploitant a présenté l'état d'avancement des actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> mise en place d'un groupe de travail dédié à compter décembre 2023 ; réalisation d'un diagnostic par AspenTech en novembre 2023 qui a fait l'objet d'un pré-rapport en février 2024. L'exploitant est en attente au 2nd semestre 2024 du rapport final et du chiffrage des solutions préconisées visant à optimiser le fonctionnement des oxydateurs catalytiques avec un système de conduite des paramètres influençant les émissions de COVnm (température, allure, pureté du propylène,...) ; étude de la mise en place d'un analyseur en continu de COV en sortie de chaque oxydateur catalytique. La mise en place de cet analyseur est budgété en 2025 pour V101 et en 2026 pour V2101. <p>Dans l'attente, l'exploitant continue de surveiller la température en entrée et en sortie de chaque oxydateur catalytique ainsi qu'au niveau des 6 couches de catalyseur de chaque oxydateur et a ajouté le suivi par les opérateurs de la pureté du propylène.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que 2 alarmes de température sont présentes pour s'assurer du bon fonctionnement des oxydateurs catalytiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> température en entrée de l'oxydateur catalytique supérieure à 275 °C ; au moins une des mesures au niveau des couches de catalyseur ou en sortie de l'oxydateur catalytique est supérieure à 600°C. <p>L'inspection des installations classées a constaté, sur la période du 17 mai 2024 au 12 juin 2024, que ces 2 conditions de température ont été respectées au niveau de V101 et V2101.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées l'état d'avancement des différentes actions.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 12 mois

N° 2 : Contrôles trimestriels en sortie des oxydateurs catalytiques V101 et V2101

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2016, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée : Article 3.2.2 de l'AP n°2016-DLP-BUPE-280 du 6 décembre 2016 modifié "Les émissions de COV respectent les dispositions de l'arrêté préfectoral n°DCAT/BEPE/n°2022-76 du 21 avril 2016 et de ses éventuelles modifications ultérieures. De plus, les gaz rejetés par chacune des cheminées des oxydateurs catalytiques respectent les valeurs limites d'émissions suivantes exprimées sur gaz sec : NOx (en équivalent NO₂) : 20 mg/Nm³ CH₄ : 50 mg/Nm³ CO : 100 mg/ Nm³ Poussières : 10 mg/Nm³ SOx (exprimés en SO₂) : 20 mg/Nm³ si le flux est supérieur à 25 kg/h (flux correspondant à la somme des flux des deux cheminées)"</p> <p><u>Article 7.3 (partiel) de l'APC cadre COV DCAT/BEPE/n°2022-76 du 21 avril 2022</u> "[...] II.- Les rejets canalisés listés ci-dessous respectent les contraintes suivantes : • Point de rejet : V101/V2101 [...] • Température minimale des rejets : 180°C • Vitesse minimale d'éjection au débouché : 21 m/s • Débit nominal maximum : 130 000 Nm³/h</p> <p>III.- Les rejets canalisés respectent les valeurs limites en concentration suivantes : 1° La concentration en COVnm exprimée en équivalent carbone en sortie de chaque oxydateur catalytique ne dépasse pas 50 mg/Nm³. [...] 4° La concentration en COV auxquels sont attribuées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ne dépasse pas : • 6 mg/Nm³ pour les rejets de l'oxydateur V101 ; • 10 mg/Nm³ pour les rejets de l'oxydateur V2101 ; [...] Les valeurs limites d'émission ci-dessus se rapportent à la somme massique des différents composés.[...]"</p> <p><u>Article 11.2 (partiel) de l'AP cadre COV DCAT/BEPE/n°2022-76 du 21 avril 2022</u> "I.- L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions canalisées. [...] III.- Les COV visés dans le tableau de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ou présentant des mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou des phases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 font l'objet de mesures, selon la périodicité minimale définie ci-après, de chacun des COV présents afin d'établir une corrélation entre la mesure de l'ensemble des COV et les espèces effectivement représentées. 1° La périodicité minimale pour les émissaires des ateliers acide acrylique et SAP est trimestrielle. [...] IV.- [...] Cette corrélation est alors confirmée, selon la périodicité minimale définie ci-après, par une mesure des émissions de COV. 1° La périodicité minimale de mesure des émissions de COVnm pour les émissaires de l'atelier acide acrylique et de l'atelier SAP est trimestrielle. [...] V.- Les mesures périodiques sont effectuées par un organisme agréé par le ministère en charge des installations classées, [...]"</p>
<p>Constats : Lors de la visite du 12 juin 2024, l'exploitant a présenté les rapports des contrôles trimestriels des rejets atmosphériques en sortie des oxydateurs catalytiques V101 et V2101 réalisés par l'APAVE en 2023 et 2024. Il ressort :</p>

- l'absence d'indication dans les rapports des valeurs limites autorisées pour la température minimale d'éjection, la vitesse minimale d'éjection et le débit maximal ;
- le non-respect de la température minimale d'éjection en sortie de l'oxydateur V101 lors des mesures du 11 avril 2023, 8 novembre 2023, 12 février 2024 et 29 avril 2024 ;
- le non-respect de la vitesse minimale d'éjection de 21 m/s en sortie de l'oxydateur V101 lors des mesures du 11 avril 2023, 12 février 2024 et 29 avril 2024 ;
- le dépassement de la valeur limite d'émission en formaldéhyde en sortie de l'oxydateur V101 lors de la mesure du 17 mars 2023 (6,160 mg/Nm³ au lieu de 6 mg/Nm³) ;
- l'absence de dépassement lors de la mesure du 18 juillet 2023 en sortie de l'oxydateur V101 ;
- l'absence de dépassement lors des mesures du 10 mars 2023, 12 avril 2023, 6 juillet 2023, 8 novembre 2023, 12 février 2024 et 29 avril 2024 en sortie de l'oxydateur V2101 ;
- les conditions de fonctionnement varient d'une mesure trimestrielle à l'autre (pureté du propylène variable entre 95 et 99 % ; allure variable entre 85 t/j qui est le minimum technique et 225 t/j)

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que :

- avant 2020, la pureté du propylène était constante (95,5%) ;
- entre 2020 et 2022, Arkema avait plusieurs fournisseurs de propylène via TEPF ; la pureté du propylène variait de 95 à 98 % ;
- Depuis 2022, Arkema a repris la partie commerciale ; la pureté du propylène varie entre 95 et 99 %.

Comme annoncé lors de la visite du 14 mars 2023 et compte-tenu des dépassements de valeurs limites d'émission en 2022, l'exploitant a remplacé 6300 briques du catalyseur V2101 à l'automne 2023 (PV de mise en service comptable du 12 décembre 2023).

Par courrier du 15 juillet 2024, l'exploitant a transmis une note du service procédés d'Arkema du 15 juillet 2024 mettant en évidence, sur la base des résultats de contrôle de l'APAVE des dernières années, que :

- la vitesse d'éjection dépend de l'allure de production de l'atelier et de la pureté du propylène utilisée ;
- plus la pureté du propylène est importante, moins il y a de propane à brûler, plus la température des fumées est faible ;
- la température des gaz en sortie de la cheminée dépend de l'allure de production de l'atelier, de la pureté du propylène et de la température de sortie du lit catalytique ;
- la vitesse minimale d'éjection était auparavant fixée à 14 m/s et a été modifiée à 21 m/s dans l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 sur la base de données ponctuelles de 2013 ;
- la température minimale des gaz n'était pas fixée avant 2022 et a été imposée à 180°C dans l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 sur la base de données ponctuelles de 2013.

Au vu de ces éléments, l'exploitant a prévu de déposer un courrier auprès du préfet sollicitant une modification des prescriptions en matière de vitesse minimale d'éjection (14 m/s) et de température minimale (160°C).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rendement des oxydateurs catalytiques V101 et V2101

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 7.3-VI (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

" VI.- Les performances des systèmes de traitement des rejets canalisés sont vérifiées au moins une fois par an et respectent le cas échéant les valeurs suivantes :

Système de traitement final	Rendement minimal
Oxydateurs catalytiques	98 % pour chaque oxydateur

[...]

Les rendements du tableau du présent VI s'entendent comme la performance d'abattement au regard des émissions en composés organiques volatils qui seraient générées sans le système de traitement final.

Les performances des dispositifs de traitement pour lesquels un rendement minimal est prévu

dans le tableau du présent VI sont précisées dans le bilan annuel des émissions visé à l'article 12 du présent arrêté [...]"
Constats : Le bilan du schéma de maîtrise des émissions pour l'année 2023 transmis par courrier du 2 avril 2024 met en évidence le respect du rendement minimal d'épuration de 98 % pour les oxydateurs catalytiques V101 et V2101 : <ul style="list-style-type: none"> • 99,5 % pour V101 ; • 99,7 % pour V2101.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rideaux d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2016, article 7.4.3.3 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Prescription confidentielle
Constats : En réponse au rapport d'inspection du 14 avril 2023 faisant suite à la visite du 14 mars 2023, l'exploitant a indiqué par courrier du 28 avril 2023 que : <ul style="list-style-type: none"> • le contexte de sécheresse et de gel n'ont pas permis de réalisation les tests des rideaux d'eau en 2022 ; • les tests des rideaux d'eau seront réalisés au 1er semestre 2023. <p>Lors de la visite du 12 juin 2024, l'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que le dernier contrôle des rideaux d'eau a été réalisé le 29 mai 2024 ; • que ce contrôle a porté sur la vérification du bon fonctionnement des rideaux d'eau sur l'atelier "acide acrylique" ainsi que la mesure du débit délivré par les rideaux d'eau de l'unité U2200 ; • être en attente du rapport. <p>Par courriel du 15 juillet 2024, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'extrait du rapport de contrôle des rideaux d'eau du 13 juin 2023 n'amenant pas d'observation ; • celui du 29 mai 2024 mettant en évidence une vanne hors service sur le rideau d'eau R2205 R2287A/B et R2297A/B. Les travaux sont en cours de planification (en attente de réception de la vanne).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 1 mois les justificatifs que le rideau d'eau R2205 R2287A/B et R2297A/B présentant une vanne hors service a été réparé et est opérationnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Robinets d'incendie armés (RIA) et lances monitors

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2016, article 7.4.3.3 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Prescription confidentielle

<p>Constats :</p> <p>En réponse au rapport d'inspection du 14 avril 2023 faisant suite à la visite du 14 mars 2023, l'exploitant a priorisé les actions à réaliser suite aux observations relevées lors des contrôles des RIA et lances-monitors de 2022.</p> <p>Lors de la visite du 12 juin 2024, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle des RIA réalisé le 18 février 2024 mettant en évidence que les RIA de l'atelier "acide acrylique" (unités U2200, U100, U2100, U3100) sont opérationnels. Seules 3 observations classées en urgence 3 sont relevées.</p> <p>Par courriel du 15 juillet 2024, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'extrait du rapport de contrôle des lances monitor du 15 mai 2023, celui du 30 novembre 2023 et celui du 26 juin 2024 ; ils mettent en évidence que les lances monitors sont opérationnelles. Seule une observation classée en urgence 3 est relevée. • l'extrait du rapport de contrôle des RIA du 30 novembre 2023 et celui du 17 février 2024 ; ils mettent en évidence que les RIA sont opérationnels.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Résistance à la pression du réacteur G110A

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2016, article 1.3.1.3 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à l'étude de dangers « acide acrylique » de 2021 susvisée et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers « acide acrylique » de 2021 susvisée.</p> <p>En outre, les barrières de sécurité permettant l'exclusion de phénomènes dangereux ou permettant la décote de la probabilité des événements initiateurs pris en compte dans l'évaluation de la probabilité des scénarios d'accidents majeurs sont mises en œuvre conformément à l'étude de dangers susvisée. [...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 15 juillet 2024, l'exploitant a transmis le certificat du 9 août 1978 justifiant que le réacteur G110A résiste à une pression de 2,5 bar eff comme prévu dans l'étude de danger.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Sécurité de température haute côté gaz TSHG17A

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2016, article 1.3.1.3 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à l'étude de dangers « acide acrylique » de 2021 susvisée et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers « acide acrylique » de 2021 susvisée. [...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats relatifs à la mesure de maîtrise des risques "sécurité de température haute des gaz TSHG17A" sont confidentiels et n'amènent pas d'observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Sécurité de température haute côté sel TSHG110A

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2016, article 1.3.1.3 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, MMR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à l'étude de dangers « acide acrylique » de 2021 susvisée et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers « acide acrylique » de 2021 susvisée. [...]"</p>
<p>Constats :</p>

Les constats relatifs à la mesure de maîtrise des risques "sécurité de température haute côté sel TSHG110A" sont confidentiels et n'amènent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Indépendance des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 45 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : "[...] L'efficacité d'une MMR prend également en compte le critère d'indépendance de cette MMR vis-à-vis des éventuels autres dispositifs agissant conjointement sur un même phénomène dangereux."
Constats : Les constats relatifs à l'indépendance des mesures de maîtrise des risques sont confidentiels et mettent en évidence que les mesures de maîtrise des risques intervenant sur le scénario accidentel 19 ne sont pas indépendantes et que certaines mesures de maîtrise des risques intervenant sur le scénario accidentel 20 ne sont pas indépendantes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de délais : Selon un échéancier